

Nous avons changé de ministre cet été mais pas vraiment de politique. **Gabriel Attal**, dans la lignée de ses prédécesseurs, **va poursuivre la ligne Macron : un libéralisme managérial de plus en plus autoritaire et réactionnaire**. La polémique sur les abayas est un nouveau signe de ce raidissement « réac-publicain » et d'un alignement de la Macronie avec les droites les plus extrêmes. Ce contre-feu masque mal une **énième rentrée dégradée** et de **nouvelles attaques** sur l'École publique, ses personnels et usager·ères.

Le choc d'attractivité et la revalorisation du métier d'enseignant·e ont fait pschitt

Comme l'an passé, ce sont plus de **3000 postes non pourvus après concours, sans parler des 1500 suppressions de postes**. La **précarisation** continue avec le recours aux contractuel·les pour boucher les trous.

Les **revalorisations annoncées sont bien éloignées de la promesse de campagne de Macron des 10% d'augmentation**. Cela ne permettra même pas de compenser l'inflation y compris après le dégel du point d'indice de juillet. Les revalorisations « socle » ne concernent que les enseignant·es, CPE et PSY-EN en excluant toutes les autres catégories de personnel, pourtant les plus bas salaires du ministère !

Une autre part des revalorisations sont conditionnées à des tâches supplémentaires : le fameux pacte. Nous ne voulons pas travailler plus, notre charge de travail est suffisamment élevée, mais une augmentation sans conditions des salaires ! Le pacte va nous mettre en concurrence. C'est un énième outil pour une gestion managériale et libérale de l'École et de ses personnels ! **Nous appelons à le refuser collectivement** ([voir notre argumentaire contre le Pacte](#) et [notre analyse des Remplacements courtes durées \(RCD\) dans le 2nd degré](#))

La charge contre le service public d'Éducation continue

Désormais **doté d'une « autorité » sur tous les personnels avec le décret d'application de la loi Rilhac, les directions d'école prennent le chemin d'une hiérarchie intermédiaire** à contrario de la culture collégiale des écoles ([voir notre analyse complète](#)). Déjà, les directions vont être un rouage essentiel dans la mise en place du pacte, en lien avec les IEN, assurant le recensement des volontaires puis jouant un rôle dans le contrôle de l'exercice de ces missions et des éventuels ajustements en cours d'année.

Dans le secondaire, **le collège unique est dans le viseur du ministère**. Les premières mesures (suppression de la technologie et heures de soutien en 6ème via le pacte) ont été prises comme d'habitude très tardivement et de manière désorganisée. Dada de Macron, la « découverte des métiers » dès la 5ème est lancée, dans les mêmes conditions, alors qu'il y a d'autres priorités pour nos élèves.

Au lycée, **devant la débâcle provoquée par Blanquer et son Bac, G. Attal recule** sur les épreuves de spécialités replacées en juin, sur les attendus pour l'épreuve de français en première et réintroduit les mathématiques pour tous·tes. Que de temps perdu pour enfin prendre en compte nos alertes ! **N'oublions pas surtout qu'il conserve l'essentiel : la désorganisation et l'absurdité de la réforme Blanquer du lycée, calibrée pour Parcoursup** et qui reste à combattre.

Avec la « réforme » du lycée professionnel Macron ouvre un nouveau front dans sa guerre menée contre les pauvres. Un objectif prioritaire : fournir davantage de main d'œuvre à bas coût et assurer plus de profits aux patrons. Ce qui se dessine à l'horizon c'est aussi un véritable plan social pour les personnels avec la suppression de filières qui ne présenteraient pas assez de débouchés ([voir notre analyse complète](#)).

Le **précarariat reste trop souvent la norme pour beaucoup de personnels** et les annonces récentes concernant une éventuelle fusion des métiers AESH et AED ne peuvent que laisser présager le pire en matière de conditions de travail (voir notre tract [AESH : Face au mépris, s'organiser et lutter !](#) et le [Guide d'autodéfense syndicale pour les Assistant-es d'Éducation](#))

Un raidissement autoritaire et réactionnaire

G. Attal en est l'incarnation parfaite. Rappelons qu'il est à l'initiative du **SNU, projet de militarisation de la jeunesse** que Macron voudrait voir généraliser. Nous appelons les personnels à résister à la mise en place des séjours de « cohésion » sacrifiant 2 semaines de cours en seconde ([voir notre dernier communiqué sur le SNU en 2nde](#)).

Proposition d'expérimentation de l'uniforme, chasse aux tenues dites « musulmanes » sous prétexte d'une vision dévoyée de la laïcité, discours sur le rétablissement de l'autorité, refonte de l'EMC vue comme une réponse aux révoltes des quartiers populaires... **Le ministre est à l'image de la bourgeoisie radicalisée au pouvoir** qui s'hybride de plus en plus avec l'extrême droite.

L'autoritarisme frappe aussi les personnels avec une multiplication de sanctions contre celles et ceux qui résistent : mutation dans l'intérêt du service, licenciement..

Reprendre le chemin collectif

Le tableau est sombre mais **résister à ce rouleau compresseur est possible !** Malgré ses limites, le mouvement des retraites nous a montré que l'on pouvait faire vaciller ce pouvoir fragile. **Nous ne serons fort-es que collectivement** : <https://educ.cnt-so.org/cela> passe par une re-syndicalisation massive et l'ancrage de l'auto-organisation partout dans nos lieux de travail. Il faudra aussi innover et dépasser les grèves ritualisées des grandes centrales.

Organisons-nous et mobilisons-nous pour un autre projet éducatif. « N'autre école » nous la voulons émancipatrice, égalitaire, réellement inclusive

Avec la CNT-SO nous revendiquons dans l'immédiat :

- L'abandon de la réforme des retraites ;
- La hausse générale des salaires de l'ensemble des personnels. Cette hausse de la rémunération doit concerner tous les personnels et elle ne doit pas être conditionnée à « des tâches nouvelles » ;
- Des mesures en faveur de l'égalité femmes/hommes ;
- L'égalité de traitement face aux primes (REP/REP+...) pour tous les personnels ;
- L'indexation du point d'indice sur l'indice des prix à la consommation ;
- La fin du précarariat dans l'Éducation nationale (contractualisation croissante...) ;
- L'abandon de l'ensemble des contre-réformes scolaires de l'ère Macron et la fin de Parcoursup ;
- Un plan d'urgence pour l'Éducation ;
- L'abandon du Service National Universel

Une bonne résolution pour la rentrée, se syndiquer !

Historiquement notre secteur professionnel a toujours été un bastion syndical fort mais ici comme ailleurs ce modèle est en crise avec un effondrement de la syndicalisation ou de la participation aux élections professionnelles. **Le syndicalisme institutionnel est en faillite** : impuissance face à la casse systématique d'une école publique de plus en plus inégalitaire, impuissance face à la

dégradation de nos droits et conditions de travail, cogestion et clientélisme parfois douteux, course aux décharges qui éloigne les syndicalistes du terrain...

Nous partageons toutes ces critiques ! Il est temps de développer, à la base, un **modèle alternatif qui revient aux fondamentaux du syndicalisme**. C'est le sens de l'engagement quotidien des militant-e-s de la CNT Solidarité Ouvrière. **Rejoignez-nous** pour construire ensemble un outil de lutte, de solidarité et de défense au service de l'intérêt collectif, porteur de progrès pédagogiques et d'un projet de transformation sociale !

Retrouvez la [présentation complète de la Fédération Education & Recherche de la CNT-SO](#)

Pour adhérer à la CNT-SO : [cliquez ici](#)

Pour l'ESR, voir ici [le matériel de syndicalisation spécifique](#)

Le nouveau site de la fédération des travailleur.euses de l'éducation, du supérieur et de la recherche de la CNT-SO : <https://educ.cnt-so.org/>

ACTUALITÉ DES LUTTES
ANALYSES
DROITS DES TRAVAILLEUR-EUSES

UN NOUVEAU SITE POUR LA
FÉDÉRATION ÉDUCATION & RECHERCHE DE LA CNT-SO :

<https://educ.cnt-so.org>

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEUR-EUSES DE L'ÉDUCATION ET DE LA RECHERCHE
CNT
SOLIDARITÉ OUVRIÈRE